

SORTIE DE CRISE

Le président Faure Gnassingbé réaffirme sa disponibilité pour le dialogue

P.3



PARTICIPATION CITOYENNE AU DEBAT DEMOCRATIQUE

UNIR lance une nouvelle plateforme digitale

P.3



Le secrétaire exécutif de UNIR (milieu) entouré de quelques membres du bureau

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPEFIANTS ET AUTRES PRODUITS ILLICITES

L'OTR se prépare pour l'opération COCAIR VI

P.5



Photo de famille des participants

SECURITE ET PREVENTION DES CRISES

Les forces de sécurité et acteurs de la société civile sensibilisés à Kara

P.4

MARCHES AUX ESCLAVES EN LIBYE

Un enfer qui ne date pas d'hier

P.7



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

N° 001/2017/CNSS/DG/DAIC/DCDR/DCRP

COMMUNIQUE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNSS)

Suite aux manifestations politiques qui ont eu lieu le 16 octobre 2017 à Sokodé, les locaux abritant la Division régionale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale dans la région centrale, ont été vandalisés et ont subi des dommages matériels et immobiliers importants.

A cet effet, le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, informe les partenaires sociaux de la région centrale en général et de la préfecture de Tchaooudjo en particulier que la Division régionale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de Sokodé n'est pas en mesure d'assurer la continuité de ses services vu l'état actuel des infrastructures et du matériel de travail.

Afin de maintenir le service rendu aux employeurs et aux travailleurs de la région, le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale convie les partenaires sociaux de Sokodé à adresser leurs requêtes au Centre d'information et de paiement (CIP) de Bassar ou à la Division régionale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de Kara.

Dans le même ordre d'idées, l'opération de reversement des cotisations sociales aux enseignants auxiliaires en cours dans les bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur toute l'étendue du territoire national ne pouvant se poursuivre dans les bureaux de poste de Sokodé dont les locaux ont aussi subi des dommages matériels et immobiliers importants, les bénéficiaires concernés résidant dans la préfecture de Tchaooudjo pourront toutefois se faire servir dans les bureaux de poste des autres préfectures de la région centrale.

Enfin l'opération de contrôle de vie des pensionnés et rentiers relevant du régime de sécurité sociale géré par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale prévue pour démarrer le lundi 06 novembre 2017 se tiendra dans toutes les préfectures de la région centrale à l'exception de Tchaooudjo.

Les pensionnés et rentiers de cette localité sont donc priés d'aller se faire contrôler dans les préfectures avoisinantes aux dates et heures qui seront indiquées dans un communiqué y relatif.

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale présente ses sincères excuses à l'ensemble des partenaires sociaux de la préfecture de Tchaooudjo pour tous ces désagréments.



Fait à Lomé, le 03 NOV 2017
Directeur Général

Ingrid AWADÉ

Bureau d'Atalapaomé 1 BP 69 Lomé 1 et 1 BP 199 Lomé 1 LOMÉ PHOON Togo : (228) 22 26 96 95 Télécopie : (228) 22 57 89 28

EJA-FCBO 0213629007 - 64
BTCI 05934200107 - 58
ECOBANK 731025140003401
BOA 01202 021603273608 10

CCP - LOMÉ 0710007011001000
BPEC 11354156078
Diamant Bank 222004172010 48
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE 01000 0070429101 48

UTB 310048546004000
SIAB 01251101005071
OHABANK LOMÉ 030308819001-09
CORIS BANK 01001 000247024601 90

SORTIE DE CRISE

Le président Faure Gnassingbé réaffirme sa disponibilité pour le dialogue

Mandaté par ses pairs de la CEDEAO pour déblayer le terrain avant l'ouverture du dialogue devant désamorcer la crise socio-politique qui agite la rue depuis quelques mois, le président ghanéen Nana Akufo Addo multiplie des contacts pour rapprocher les points de vue des protagonistes autour de l'essentiel. Il a ainsi dépêché à Lomé la semaine dernière une délégation de haut niveau conduite par son ministre de la sécurité qui n'a eu aucune difficulté pour rencontrer les représentants de la coalition de l'opposition conduite par Jean - Pierre Fabre.

Atcha

La même démarche a été faite à l'endroit du pouvoir et les signaux sont positifs pour ce qui est de la disponibilité des uns et des autres à s'asseoir autour une table. C'est ce que le président Faure Gnassingbé a réaffirmé le 20 novembre dernier au terme d'une visite de travail qu'il a effectué en Côte d'Ivoire. Les marches qui se succèdent surtout en jours ouvrables engendrent des souffrances aux populations surtout installées le long des mêmes itinéraires choisis par la coalition de l'opposition perturbant les déplacements et les activités. Malgré l'ouverture manifestée par le gouvernement à travers des actes concrets répondant aux préoccupations relatives aux modifications constitutionnelles souhaitées, les leaders de la coalition

des 14 partis politiques sont pris à leur propre piège.

Déjà le 19 août 2017 c'est le patron du Parti National Panafricain (PNP) qui embarquait ses militants dans une aventure utopique de chasser le président Faure Gnassingbé légalement installé du pouvoir par la rue. Beaucoup de compatriotes par naïveté en ont cru avant de rendre compte ces dernières semaines du caractère irréaliste d'un tel rêve. Tikpi Atchadam et ses partisans devront plutôt espérer les compétitions électorales à venir pour mesurer son réel poids politique. Toujours dans cette posture consistant à abuser de la naïveté de certains Togolais à des fins de propagandes populistes, c'était le tour au chef de file de l'opposition



Le Président Faure Gnassingbé

Jean- Pierre Fabre de proclamer le 7 septembre 2017 au carrefour commercial de Dékon une tentative prise de pouvoir bidon lorsqu'il appelait le chef de l'Etat à négocier les conditions de son départ du pouvoir tout félicitant des officiers et sous officiers qui n'existaient que dans son imagination pour leur collaboration. Ce genre de comédie lui

avait valu des applaudissements et des ovations de la part des manifestants plongés encore dans un rêve utopique. Malgré ces déclarations bruyantes, les manifestants se rendent compte que le président de la république reste solidement serein dans le fauteuil présidentiel et mieux encore des centaines de milliers de ses partisans ont eu l'oc-

casion de lui réitérer publiquement leur soutien pour sa politique de paix et de consolidation des acquis économiques facteurs de développement. Le peuple dont se revendiquent chaque bord politique est donc diversifié, alors inutile de croire que c'est le nombre de manifestants qui continue de s'agiter dans les rues qui peut faire basculer les choses en faveur de l'opposition. Ceux qui font preuve de lucidité finissent donc par comprendre qu'il est temps d'être digne dans la réflexion en faisant plutôt confiance à l'option du dialogue pour aboutir aux réformes constitutionnelles et institutionnelles. Craignant de se faire lapider par les adeptes du jusqu'aboutisme Jean Pierre Fabre et ses compagnons continue le spectacle dans les rues au lieu de dire sans honte la vérité aux marcheurs et marquer une pause responsable pour se concentrer sur les préparatifs du dialogue annoncé. En politique la légitimité et la crédibilité s'obtiennent dans les urnes et non dans la rue. Œuvrer pour le pourrissement pour justifier son existence politique relève du cynisme.

PARTICIPATION CITOYENNE AU DEBAT DEMOCRATIQUE

UNIR lance une nouvelle plateforme digitale

Edoh

Il y a bientôt un mois, les 28 et 29 octobre passés lors de son premier congrès statutaire à Tsévié, le parti de la majorité présidentielle a procédé au renouvellement de ses instances dirigeantes. Déjà, le parti Union pour la République (UNIR) s'apprête pour les échéances à venir notamment le référendum, les législatives de 2018 et la présidentielle de 2020. UNIR n'a pas attendu longtemps pour passer à l'étape suivante.

Le parti vient, en effet, de procéder hier à l'Hôtel IBIS au lancement officiel de sa nouvelle plateforme digitale : www.unionpourlarepublique.com; à ne pas confondre avec le www.unir.tg, le site



Le secrétaire exécutif de UNIR (milieu) entouré de quelques membres du bureau

internet du parti. C'était en présence des membres du Bureau exécutif, des militantes et sympathisants du parti. Cette transformation numérique dans laquelle s'est engagé le parti suivant les orientations de son président s'inscrit dans les nouvelles stratégies de communication que les instances dirigeantes entendent utilisées dans

une approche de gouvernance innovante.

« Le parti se doit de s'adapter à son temps et d'offrir le meilleur à ses militants pour pouvoir en attendre en retour la fidélité et l'engagement », a affirmé M. ATCHOLE Aklesso, secrétaire exécutif du parti dans son mot introductif lors du lancement. Ainsi, la plateforme se veut un

outil numérique au service d'une participation citoyenne au débat démocratique, une plateforme collaborative et d'éclosion sociale permettant de prendre connaissance de toutes les activités du parti, offrant également aux utilisateurs un forum de discussion, un espace d'adhésion, d'opportunités d'emploi et de dons en li-

gne. A travers ce concept technologique, attractif et innovant, le parti cible le public dynamique jeune et connecté par le biais des PC, tablettes et Smartphones, supports par lesquels la plateforme est accessible aux membres qui peuvent échanger dans des fora et s'informer des événements marquant la vie de la nation.

MANIFESTATIONS DE L'OPPOSITION

Mieux contrôler les militants surexcités

La coalition de l'opposition a encore respecté trois jours de manifestations de rue, les jeudi, vendredi et samedi derniers. Ceci n'étant que l'expression de la liberté de manifestation garantie par la constitution togolaise (article 30) et la loi sur manifestations au Togo.

Etoh

15000 à 18000 manifestants étaient dans les rues le dernier jour, selon les services du ministère de la sécurité et de la protection civile. Aucun incident majeur n'a été enregistré ce jour comme les deux jours précédents aussi bien à l'intérieur du pays qu'à Lomé où les trois points de départ habituels des manifestations et les itinéraires ont

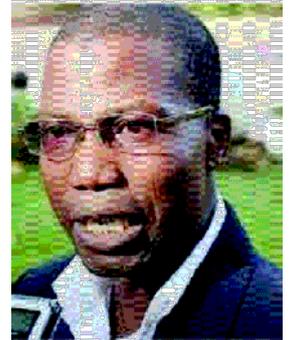
été respectés a indiqué le Colonel Yark DAMEHAME, le ministre de la sécurité et de la protection civile, lors de son point de presse journalier le samedi dernier.

La collaboration entre les services d'ordre de la coalition et les forces de l'ordre et de sécurité semble produire de bons résultats. Si l'on peut se réjouir de cela, la recrudescence à chaque journée de manifestation des cas

d'agressions de paisibles concitoyens vaquant librement à leurs occupations ou qui ne manifestent pas, est à condamner. Manifester est une chose libérale mais ne pas manifester l'est aussi. Et il importe que les manifestants qui se livrent à de telles voies de faits sur des compatriotes innocents arrêtent de se comporter ainsi dans un souci de cohésion sociale. L'exercice des droits et libertés se fait dans le respect des libertés d'autrui, de l'ordre public et des normes établies par la loi et les règlements.



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition



Tikpi Atchadam, Pdt du PNP

Les agressions physiques sur des personnes qui ont choisi de ne pas manifester constituent des actes illégaux. Les organisateurs des marches doivent continuer par sensibiliser les manifestants récalcitrants dont certains profitent d'ailleurs de ces moments de confusion dans la foule pour subtiliser à d'autres, des objets, même des victimes manifestants s'en sont plaints. Un leader politique, c'est celui qui a cette faculté d'inculquer à ses militants la culture et la tolérance politique.

La rue n'est pas un

ring de boxe et manifester, ce n'est nullement une occasion pour sortir dans la rue, agresser, frapper et blesser les autres. Les leaders de la coalition appellent souvent les forces de l'ordre à respecter le droit de manifestation. La charité bien ordonnée commençant par soi-même, ils doivent exiger des manifestants de respecter le droit de ne pas manifester des togolais et togolaises qui ont fait le choix contraire. Il faut espérer qu'ils le fassent avec diligence pour que lors des prochaines marches, ces forfaits ne soient plus constatés.

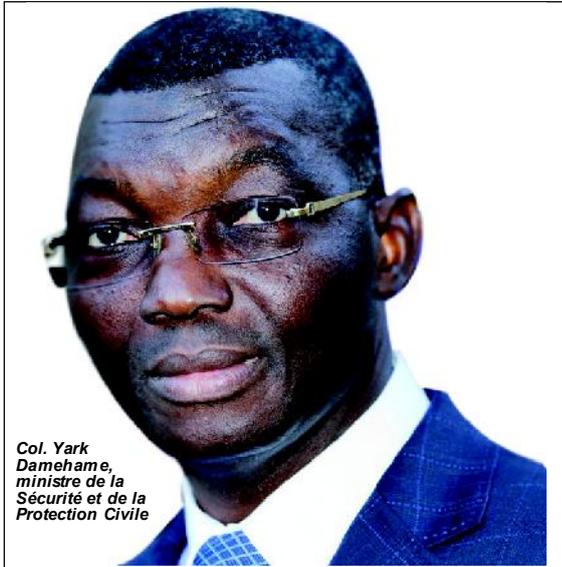
SECURITE ET PREVENTION DES CRISES

Les forces de sécurité et acteurs de la société civile sensibilisés à Kara

Acha

La sécurité au sens large et extensible est un indicateur de stabilité dans tout pays au monde. Le Togo durant des décennies est réputé être une terre de paix et de stabilité. C'est pour maintenir ce climat favorable à l'épanouissement des populations que des initiatives se multiplient mettant l'accent sur les comportements à risque à éviter. C'est dans cette dynamique que le ministre de la sécurité Yark Damehame a échangé le 17 novembre dernier à Kara avec les forces de sécurité et les acteurs de la société civile lors d'une séance de sensibilisation.

Au moment où le pays traverse une situation socio-politique marquée par des agitations de rue dans certaines localités, il est nécessaire que chacun à son niveau de responsabilité sache ce qu'il faut faire pour traduire dans les actes la politique sécuritaire mise en œuvre par les services compétents. Les mouvements des personnes et des biens sont règlementés par des lois pour éviter l'anarchie. Il suffit donc de ne pas faire un amalgame entre les droits et devoirs à assumer en respectant l'autorité légale et la paix est garantie. L'objectif des séances



Col. Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection Civile

de sensibilisation consiste donc à faire en sorte que les contacts entre les forces de sécurité et les populations soient très aisés. Dans les villes, villages, et quartiers les citoyens qui n'ont rien à se reprocher doivent se sentir rassurés à la vue du policier ou du gendarme dont la mission est d'assurer leur sécurité. Pour bien réussir cette mission, la collaboration dans le renseignement est déterminante. Chaque citoyen a la responsabilité de dénoncer aux agents de sécurité tous comportements sus-

pects d'individus susceptibles de compromettre le climat de sérénité qui prévaut. C'est ainsi que les actes de banditisme et de brigandage vont être au maximum découragés. Le ministre Yark Damehame a d'ailleurs eu la précieuse inspiration d'initier le concept de police de proximité dont le but est de renforcer les liens de coopération entre les populations et les forces de sécurité sur la base de la confiance mutuelle. Aucun bonheur n'est possible dans le désordre et l'insécurité.

LA LOCALITE D'ASSOUKOKO DOTE E D'UNE CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE

Les ménages bénéficient de branchements gratuits

Tchaa

Après Bavou dans la préfecture de l'Ogou le président FAURE Gnassingbé était la semaine dernière dans la localité d'Assoukoko à Blitta où il a procédé à l'inauguration d'une mini-centrale solaire de 250 KW. Cet ouvrage de haute importance permet de raccorder gratuitement 500 ménages et d'assurer l'éclairage public avec 115 lampadaires sur un réseau de 10 Km. D'autres localités espèrent bénéficier des mêmes infrastructures dans les prochains jours. La réalisation de ces ouvrages fait partie du vaste programme régional de développement des énergies renouvelables initié et financé par la commission de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Le président de la République avait procédé également à l'inauguration d'une mini adduction d'eau. L'eau et l'électricité sont non seulement des besoins vitaux pour les populations mais aussi des moteurs de développement. Des paroles aux actes, toutes ces réalisations confortent la mise en œuvre du mandat social tel qu'avait annoncé le chef de l'Etat suite à sa brillante réélection à l'élection présidentielle de 2015. L'objectif est de créer les conditions favorables au bien-être des Togolais. Que ce soit à Bavou ou Assoukoko, les populations bénéficiaires n'ont pas manqué de lui exprimer leur gratitude pour sa permanente écoute aux diverses sollicitations. Il revient donc aux populations de faire bon usage des infrastructures disponibles.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPEFIANTS ET AUTRES PRODUITS ILLICITES

L'OTR se prépare pour l'opération COCAIR VI

L'Office Togolais des Recettes (OTR), en collaboration avec l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) et Interpol, organise depuis le lundi à l'Hôtel ONOMO, un atelier régional « Opération COCAIR VI ». Le commissaire des impôts, ADOYI Essowavana, représentant le commissaire général de l'OTR a ouvert les travaux de cet atelier de formation des formateurs venus de 24 pays qui prend fin demain, en présence des représentants de l'OMD et de l'ONUDC.

Mohamed

« La reconnaissance des produits stupéfiants, l'initiation à l'analyse de

va regrouper cette année 35 pays en Afrique, en Amérique Latine, dans les Caraïbes ainsi qu'au Maghreb et au Proche et Moyen Orient, à savoir le

« Route de la Cocaïne » et du projet « AIRCOP » consistant à renforcer les capacités de lutte, de détection et d'investigation dans les aéroports sélec-

sur la criminalité transnationale organisée. 39 aéroports internationaux, y compris celle de Lomé participeront à l'Opération visant à intercepter les expéditions de cocaïne et de drogues, à détecter les passagers à risque, identifier les organisations criminelles impliquées dans les trafics mis à jour et recueillir les informations sur l'état du trafic de cocaïne et autres produits illicites.

Ce dispositif global et cohérent s'appuyant sur des outils de communication moderne comme le CENcomm et les bases de données de l'Interpol, sur la coopération entre les Etats membres de OMD (182 aujourd'hui), particulièrement ceux impliqués dans le projet AIRCOP dont les Etats européens, importants marchés de consommateurs de stupéfiants, est efficace puisque depuis la première opération entre 2008 et 2009, les saisies de produits stupéfiants se sont multipliées, a confié M. RAYMOND Sylvain, représentant de l'OMD en charge

du programme de lutte contre le trafic de drogue et des précurseurs. A l'ouverture de l'atelier, le commissaire des impôts a déclaré qu'il est crucial pour la douane, la police et les toutes les autres institutions intervenant dans la surveillance et la sécurisation des frontières maritimes, terrestres et aériennes des pays de l'PME, de renforcer non seulement la coopération entre elles mais aussi leur capacité en matière de reconnaissance de produits stupéfiants, leur ciblage et en matière d'analyse de tissus, à travers des systèmes de communication efficace, en l'occurrence le CENcomm pour la douane et l'I-24/7 pour la police. Outils qui devront être maîtrisés, une bonne connaissance des routes de la Drogue et des différents moyens de dissimulation acquise, sans oublier les techniques de ciblage reposant sur l'analyse de risque, intégrées et revues, au sortir de la formation.



Photo de famille des participants

risque et au ciblage, ainsi que l'utilisation du CENcomm et de l'I-24/7 » est la problématique au cœur de cette rencontre dont l'objectif est de préparer la sixième édition de l'opération COCAIR VI qui

Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Jordanie et le Liban. Initiée par l'OMD en partenariat avec l'ONUDC et Interpol, cette opération est financée par l'Union Européenne dans le cadre de son vaste programme

tionnés, en y établissant des Cellules Aéroportuaires Anti trafics et en dotant ces unités inter-agences d'outils de communication pour partager en temps réel des informations opérationnelles

AMENAGEMENT DES ROUTES URBAINES DANS LE GOLFE

Après Adidogomé et Sanguéra, c'est le tour d'Aflao-Sagbado

La future commune d'Aflao-Sagbado va, elle aussi, bénéficier du projet de réhabilitation des infrastructures routières urbaines démarré, il y a de cela un mois, par la préfecture du Golfe et sa délégation spéciale. Le préfet du Golfe, le Colonel Hodabalo AWATE et M. Kossi ABOKA, président de la délégation spéciale de la préfecture du Golfe, ont en effet, lancé le mercredi dernier des travaux d'aménagement de routes dans le canton d'Aflao-sagbado avec le démarrage de l'opération d'ouverture de la voie allant du dépôt de Sagbado au quartier Adélaomé.

Ibrahim

Pour un montant de 14.900.000 F CFA, l'entreprise DECO BTP exécutera durant un mois, ces travaux consistant au désherbage, à l'enlèvement des arbres et emprises, au redressement et au rechargement total de ce tronçon long de 1km 5 sur une largeur de 24 mètres. Comme à Adidogomé et Sanguéra, localités dans lesquelles ils ont lancé des travaux du genre, le préfet et le président de la délégation spéciale ont profité de l'occasion pour adresser un message de paix à la population du milieu. C'est par les routes qu'on modernise un pays, a affirmé M. Aboka à l'assistance en donnant l'exemple de la nouvelle



Le préfet Awaté (en costume) et Kossi Aboka (extrême gauche)

préfecture d'Agoè-nyivé. Puis, il a exhorté les populations à être de citoyens modèles en cultivant un climat de paix et en entretenant bien la nouvelle voie à la fin des travaux surtout qu'elle a

été financée avec les taxes locaux collectés par la préfecture.

A sa suite, le préfet du Golfe a invité les chefs traditionnels, ainsi que le CFA et CDV à sensibiliser les jeunes du Canton



Un bulldozer en action

afin de ne pas retarder le développement du pays en adoptant des comportements inciviques. Il a, aussi, appelé les riverains de la voie à bien l'entretenir en évitant d'y jeter des ordures obstruant le passage des eaux de ruissellement dont les stagnations dégradent les routes, et à l'amour de la patrie. Le problème épineux de l'occupation illégale des réserves administratives est également revenu sur le tapis. A ce sujet, le préfet a expliqué à la population que de tels

actes empêchent le gouvernement d'enclencher les projets d'infrastructures programmés en faveur des citoyens. Il a exhorté ceux qui tardent encore à s'exécuter dans un bref délai afin de permettre le démarrage des travaux de construction du lycée de Sagbado qui devrait être prêt avant la rentrée prochaine. Pour finir, il a invité l'entreprise adjudicataire à exécuter sa mission dans les règles de l'art conformément au cahier des charges.

ECONOMIE BLEUE

Les étudiants de l'Université de Lomé sensibilisés

Solah

Peut-on changer le Togo ? Une arlésienne au centre du forum sur économie bleue, l'économie de la connaissance et l'économie circulaire, organisé le mardi 14 novembre dernier au centre CONFICUIS de l'Université de Lomé (UL), à l'initiative du mouvement citoyen et participatif, « Ensemble, le Togo ! », en abrégé ELT. Animé par Doter DOVI, conférencier principal et président-fondateur du mouvement, David EDOH (Vice-président), M. Damien Akouete EKLUE-NATEY, fondateur de FOSDAF(Fondation pour le Développement Durable de l'Afrique) et

Dr. Ossadzifo WONRYA, économiste, chercheur à l'Université de Lomé, à l'attention d'un public essentiellement étudiant, ce forum avait pour but de les informer sur l'existence d'une économie basée sur les moyens de proximité. Cette économie se décline d'un triple point de vue. L'économie bleue, l'économie de la connaissance ou du savoir et l'économie circulaire, des concepts nouveaux intimement liés et d'une actualité pertinente qui ont été au cœur des échanges.

Selon Soter DOVI, l'économie de la connaissance est la seule économie qui nous permet d'échanger tout en ayant encore des ressources.

L'économie bleue quant à elle, fille de l'économie de la connaissance consiste à faire des déchets des ressources. C'est l'exemple des drêches, résidus issus de la fabrication de la bière servant dans la culture de la spiruline, une algue verte aux vertus médicales remarquables. Les possibilités sont également énormes dans l'économie circulaire puisque rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Notre environnement nous offre une dose les moyens de nous prendre en charge, peut-on retenir au final. Et le mouvement « Ensemble, le Togo ! » a bien fait de cibler le monde universitaire sensé regorgent les futurs leaders de la nation



Table d'honneur

pour impulser un changement de mentalité face à la faillite du système économique traditionnel et à la mort de l'Etat providence. Le meilleur développement que peut vouloir une nation, c'est celui qui est auto produit, une dynamique interne qui ne dépend pas de facteurs externes. Une logique en lien avec la vision de ELT, celle de réécrire une page nouvelle de l'histoire du Togo en permettant à chaque togolais

d'avoir trois repas par jour. Pour passer de la parole au concret, le mouvement a mis en place dans le Zio un centre de culture en champignons, un modèle d'économie bleue. Il ambitionne autre de rechercher des financements pour créer un campus de recherche digne de ce nom à l'UL. Les responsables du mouvement annoncent une conférence sur l'économie bleue dans un futur proche.

RECHERCHE DES SOLUTIONS DURABLES AU PROFIT DES REFUGIES AU TOGO

Un plan d'action triennal adopté

Mohamed

Le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, avec l'appui du Bureau du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés au Togo, a organisé les 13, 14 et 15 novembre dernier à l'Hôtel Concorde à Lomé, un forum sur la recherche des solutions durables au profit des réfugiés au Togo. Madame le ministre, Tchabinandi KOLANIYENTCHARE a ouvert les travaux de ce forum en présence de la représentante résidente du HCR au Togo, Mariam DIALLO.

L'objectif de ce forum inclusif et participatif des acteurs intervenant dans la protection des réfugiés, y compris ces derniers, est d'approfondir les réflexions sur les solutions durables pour les réfugiés résidents en terre togolaise en général et ceux de longue durée en particulier. Trois solutions s'offrent aux personnes qui, à la suite des situations difficiles dans leur pays d'origine, s'exilent dans d'autres pays, laissant parfois derrière elles tout ce qu'elles ont de plus cher. Le rapatriement volontaire des réfugiés qui connaît actuellement un faible engouement en rai-



La table officielle

son des craintes continues de persécution dans leur pays d'origine. Ou la réinstallation des réfugiés, elle aussi confrontée à des mesures de restrictions dans les pays naguère favorable comme les USA.

De même, de nombreux défis se posent s'agissant surtout de la naturalisation en matière d'intégration locale, une solution sur lequel l'Etat togolais met un accent particulier. Comment susciter un regain d'intérêt pour les solutions durables existantes ? Dans le domaine de l'intégration locale, ne peut-on pas envisager la régularisation des réfugiés vivants sur le territoire comme une solution durable alternative comme c'est le cas au Bénin ? Des interrogations

que le forum en question, a permis d'identifier et de proposer des solutions durables qui seront mises en œuvre à travers un plan triennal soutenu par l'engagement des différentes parties prenantes sur la problématique.

« C'est le lieu pour moi de renouveler une fois encore, la compassion du peuple togolais à tous les réfugiés vivant sur notre territoire. Le gouvernement, par ma voix, réaffirme solennellement son engagement et sa disponibilité à continuer d'œuvrer comme par le passé, pour garantir les droits et bien-être des réfugiés, et pour leur offrir toutes les opportunités pouvant leur permettre de reconstruire leur vie dans la dignité et la paix », a déclaré madame le minis-

tre de l'action sociale à l'ouverture du forum. Quant à la représentante résidente du HCR au Togo, elle a confié qu'en

raison de la naissance de nouveaux foyers de tensions dans d'autres pays et des difficultés budgétaires, le CHR s'apprête à réduire ses opérations au Togo, avec une restructuration de la Commission Nationale d'Assistance aux Réfugiés (CNAR-Togo), après le 31 décembre 2017.

12.558 réfugiés et 726 demandeurs d'asile issus de 14 nationalités sont enregistrés sur le territoire national, au nord dans les préfectures de Mò, de Dankpen, de Tandjoare ; au sud à Tsévié et dans le Golfe à Avépozo.

Pour tout renseignement,
information ou conseil

contacter le centre d'appel
au N° VERT

8201

FEDERER POUR BATIR
www.cfr.tg

MARCHES AUX ESCLAVES EN LIBYE

Un enfer qui ne date pas d'hier

Le cauchemar vécu en Libye par les migrants africains et les images d'un marché aux esclaves diffusées par la chaîne américaine CNN, ont causé une vague d'émotion mondiale. Un cauchemar que certains font mine de découvrir aujourd'hui, bien qu'il s'agisse d'un phénomène que l'on connaît bien et qui dure depuis des années.

Voilà des années que les témoignages abondent et des années que la situation empire sur les routes de l'exil. Ceux qui ont un peu de mémoire se souviennent par exemple des centaines de migrants africains enfermés dans les prisons de Kadhafi et qui rachetaient leur liberté en travaillant pour leurs gardiens. Et puis peut-être aussi de ces Erythréens pourchassés pendant la révolution de 2011 sous prétexte que la dictature dont ils s'étaient échappés soutenait le Guide libyen. On peut évoquer aussi, en passant, les prises d'otage d'Éthiopiens et d'Erythréens dans le Sinaï par les mafias locales à partir de 2009, qui les torturaient au téléphone pour obtenir des rançons de leurs familles. Bref, la route d'Afrique du Nord est infernale depuis bien longtemps pour ceux qui cherchent à fuir vers l'Europe.

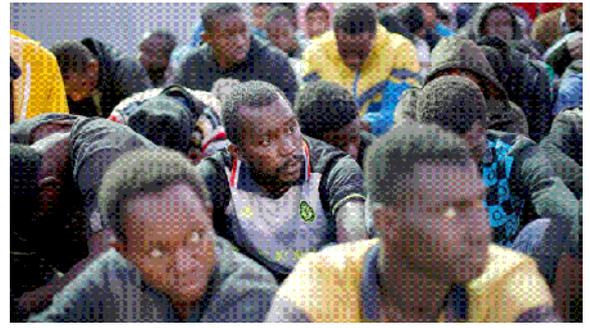
La situation actuelle, notamment les ventes aux enchères, comme celle qu'a pu filmer CNN,

est également connue et largement documentée. Ces dernières années, les ONG et les journalistes qui s'intéressent au sujet ont relayé des dizaines de témoignages sur ces horreurs. En avril dernier, quelques mois après l'ONU, c'est l'Organisation internationale pour les migrations elles-mêmes, l'OIM, qui publiait un rapport sur des "marchés publics aux esclaves" actifs dans toute la Libye. Mais à l'époque, comme les témoignages recueillis par la presse ou les travailleurs humanitaires les années précédentes, ce rapport n'avait pas fait beaucoup de vagues.

Toujours est-il qu'aujourd'hui que l'émotion est mondiale, tout le monde cherche à désigner des coupables. Mais que peut-on en dire ? D'abord, que cette barbarie est avant tout le fruit pourri d'un écosystème qui commence dans les villes d'Afrique, qui va jusqu'aux bureaux de vote des pays européens, en passant par les dynamiques internes des pays de transit, comme la Libye. D'un côté, on connaît les causes de départ : la misère, l'oppression, les conflits, le dérèglement climatique, et parfois aussi la pression sociale de familles qui ont besoin d'argent. De l'autre, au bout de la route, il y a l'Europe, où les électeurs élisent majoritairement des gouvernements qui défendent une solution drastique, des contrôles sévères des

frontières, et donc la politique de sous-traitance sécuritaire appliquée, par ricochet, par l'Union européenne. Au milieu de tout cela, prospèrent des mafias ou des bandes armées qui en profitent et font de l'argent, beaucoup d'argent, grâce à cette mécanique qui fournit de "la chair fraîche" pour un business qui représente plusieurs centaines de millions de dollars par an. A ce sujet, un chiffre officiel circule : 350 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2016, rien que dans l'Ouest libyen. Ce qui, explique un bon connaisseur de la Libye, est paradoxalement peu de chose dans un pays dont l'économie est ruinée et où le trafic d'êtres humains nourrit des familles entières, faute d'autres revenus possibles.

Cela étant dit, en Libye, on connaît les acteurs principaux du calvaire des migrants africains. Les responsables du trafic d'êtres humains, en l'absence d'autorité centrale crédible depuis l'effondrement de l'Etat, sont des militaires, anciens "révolutionnaires" anti-kadhafistes devenus sol-



Dans le port de Tripoli, le 4 novembre 2017, des migrants sauvés en mer par la marine libyenne

professionnels. Par exemple à Sabratha, un port de départ connu des canots pneumatiques qu'on repêche en détresse au large, un célèbre groupe armé gérait le trafic jusqu'à l'été dernier et protégeait aussi les installations pétrolières de Mellitah pour la compagnie pétrolière italienne ENI. Mais après un accord - assez opaque - conclu avec le gouvernement italien en août 2017, c'est cette même milice qui est désormais payée pour faire empêcher les migrants de prendre la mer dans le secteur, au nom du "rétablissement de l'ordre" et de "la lutte contre le crime", gage de respectabilité dans ce pays sans Etat et sans loi. Et ce sont les miliciens de ce groupe, officiellement regroupés au sein d'une "salle des opérations contre l'Etat islamique" par

le gouvernement reconnu par la communauté internationale, qui gèrent le centre de détention des migrants à Sabratha, pour leur propre compte.

C'est du reste la même chose dans toute la Libye, avec des groupes armés différents, pris dans des alliances fragiles et mouvantes, faisant commerce de tout. La route de la mer étant fermée à la demande pressante de l'Union européenne, de plus en plus d'exilés se retrouvent coincés sur les territoires sous leur contrôle, ce qui augmente d'autant leur travail et leurs profits. Difficile donc, dans ces conditions de désigner un seul coupable, mais plutôt une mécanique internationale, aux acteurs multiples, qui, en quelque sorte, crée des monstres et des monstruosités.

Source Rfi

MIGRANTS

Le Burkina rappelle son ambassadeur en Libye

Manifestation de plusieurs organisations de la société civile devant l'ambassade de la Libye à Ouagadougou, convocation du chargé d'affaires de l'ambassade de Libye par le gouvernement et rappel de l'ambassadeur burkinabè de la Libye pour consultation, le gouvernement burkinabè n'est pas du tout content de la situation des migrants en Libye. Le pays a déjà rapatrié de nombreux burkinabè de ce pays depuis 2011.

Alpha Barry, le ministre burkinabè des Affaires étrangères et des Burkinabè de l'extérieur a exprimé l'indignation du gouvernement aux autorités libyennes face aux images qu'il a lui-même qualifiées de "traite négrière". Le pays a décidé de rappeler son ambassadeur à Tripoli pour "consultation", "pour dire toute l'indignation du gouvernement burkinabè et également condamner ce qui se passe en Libye et élever la protestation contre ces

images qui appartiennent à d'autres siècles."

Plus d'un millier de Burkinabè ont été déjà rapatriés volontairement de la Libye depuis 2011. Plusieurs candidats au retour à Ouagadougou attendent encore dans les camps. "A ce jour, a poursuivi le ministre, on compte une trentaine (de migrants, ndr) qui sont dans des camps, qui sont en attente de rapatriement, et on est toujours informés de ceux qui veulent revenir volontairement au pays. Depuis 2011 jusqu'à maintenant,



Alpha Barry

le chiffre total s'élève à 912 migrants que nous avons rapatriés jusqu'à maintenant de Libye."

Selon le ministre burkinabè des Affaires étrangères, les décisions globales sur la situation des migrants en Libye seront prises au cours du sommet consacré au sujet à Abidjan.

Source Rfi

Lettre de la KOZAH

Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

Récépissé N° 00389 / 31 /12 /09 /HAAC

E-mail: lettredekozah@yahoo.fr
BP. 4869 Lomé-Togo
Contacts: 90 13 34 21 / 22 34 13 45

Directeur de publication
Atcha Tanko

Rédaction: Solime D., Tchaa, Edoh

Infographie: Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: La Colombe

Tirage: 2000 exemplaires

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%